

Neuvième Année - N° (89) 4

Avril 1934

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro } FRANCE: 3 fr.
 } ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.
Etranger 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

X En Extrême-Orient	N. Jordania. —
Les loups dans la bergerie	Jean Martin.
Caractère du mouvement national	M. Rassoul-Zadé,
Le communisme contre les ouvriers	F. de Boisjoslin.
En pleine confusion	I. Tchoulik. .
Transferts de capitaux	D. Boug.
Le Caucase et ses voisins	S. Menagari. —
Arif-Kerime (nécrologie)	Dr. Mir.
Revue de la presse	* * *
Chronique.	* * *

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15^e).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

En Extrême-Orient

Alors qu'on discute sur l'éventualité d'une guerre entre le Japon et la Russie, un grand processus historique s'accomplit en pleine Asie. Le démembrement de la Chine inauguré par le Japon continue, pour ainsi dire, de lui-même, sur la ligne du réveil des peuples. Après le Mandchou-Kouo, c'est la Mongolie Intérieure qui se libère, c'est le Tibet, c'est le Turkestan Chinois, toute une série enfin de peuples et de provinces de la périphérie qui se détachent de la Chine et se constituent en Etats indépendants.

Ainsi se trouve déchiré l'accord international de Changhaï en vertu duquel l'intégrité territoriale de la Chine et le principe de la porte ouverte auraient dû être sauvegardés. Ainsi s'effondre le travail poursuivi depuis longtemps par l'Amérique en faveur du gouvernement de Nankin qu'elle désirait voir maître de la Chine tout entière. Cet échec laisse

entrevoir de nouvelles possibilités, susceptibles de résoudre les problèmes si complexes du Pacifique, quitte d'en créer d'autres sur d'autres points.

En Amérique, le maintien du *statu quo* dans le Pacifique a été et est toujours une doctrine d'Etat. L'objet principal de cette doctrine est de tenir le Japon enfermé dans ses îles et de lui barrer les voies d'expansion vers le Sud et vers l'Ouest; dans ce but elle s'empara des Philippines — et se fit le défenseur de l'intégrité de la Russie. Par le premier acte l'importance de l'île de Formose comme base de l'expansion japonaise a été atténuée et, par le second, la porte d'expansion se refermait sur la Corée. La grande révolution ébranla l'unité de la Russie; effrayée, l'Amérique lança, le 17 juillet 1918, une nouvelle déclaration dans laquelle elle insistait sur la nécessité de défendre l'unité de la Russie et mettait le Japon en de-

meure de retirer de Sibérie toute son armée d'expédition, laquelle atteignait le chiffre de 70.000 hommes. Il est vrai que la politique de Wilson échoua à l'Ouest, mais à l'Est elle triompha. L'ancienne situation n'a pas subi de changement : les Philippines restèrent à l'Amérique, la Chine et la Russie sauvèrent leur propre unité.

Cette politique à trois pieds de l'Amérique ne l'empêche pas d'en perdre un maintenant ; cela suffit pour ébranler toute sa politique. Roosevelt se ressaisit ; il reconnaît hâtivement Moscou mais cela ne change en rien la situation de fait en Extrême-Orient. L'Amérique n'est pas à même de faire la guerre au Japon, étant séparée de lui par un espace de huit mille kilomètres, alors que d'Europe en Amérique la distance n'est que de cinq mille kilomètres. Tout son espoir est donc placé dans les gouvernements de Moscou et de Nankin, tous deux soutenus avec son argent et ses marchandises.

Ainsi deux intérêts se heurtent en Extrême-Orient : ceux du Japon qui tend au démembrement de deux Etats archaïques et favorise la poussée de frontières nationales et ceux de la Russie et de l'Amérique, qui entravent et paralysent cette poussée. Voyons quelle est la disposition respective de ces deux courants politiques.

L'affranchissement de la Mongolie chinoise pose la question de l'affranchissement de la Mongolie russe. La Mongolie unie deviendra une base de ralliement pour toute la race mongole qui peuple la Sibérie en même temps que le point de départ d'une nouvelle vague de mouvement libérateur des peuples au compte de la Russie. Là se heurtent les intérêts

de la Russie et du Japon, opposition d'ailleurs d'un intérêt local. Toute autre est la portée du Turkestan libre. Ce pays se divise à son tour en deux parties dont l'une appartient à la Russie, l'autre à la Chine, nominalement du moins. Là aussi, l'intérêt russe est de combattre la naissance d'un nouvel Etat, soit par l'occupation de son territoire, soit en consolidant la situation si ébranlée du fait des troubles récents de l'ancien maître. C'eût été ici encore une question d'intérêt local s'il n'y avait pas là un grand Etat limitrophe dont le voisinage fait du problème du Turkestan un élément de politique mondiale. Cet Etat, c'est la Grande-Bretagne.

Sur cette ligne la Grande-Bretagne dormait tranquillement pendant la période de défaillance de la Russie. Elle soutenait les Soviets, estimant que c'était le meilleur moyen d'affaiblir une grande puissance rivale. En général, la Russie soviétique est acceptable pour tous les voisins qui n'ont rien à revendiquer à la Russie, mais qui redoutent des revendications de sa part. Parmi ces derniers, la Grande-Bretagne et la Pologne arrivent en tête. La Grande-Bretagne et ses colonies sont délimitées par les mers, exception faite de l'Inde qui touche à la Russie par le canal de la race turke. Il est tout naturel que le mouvement de ce peuple en vue de se créer un Etat indépendant agite les Russes aussi bien que les Anglais. A l'heure actuelle leur rivalité se manifeste dans le Turkestan chinois où deux gouvernements se sont constitués dont l'un — ami de l'Angleterre — et l'autre manifestant ses sympathies pour la Russie. En même temps Moscou vient d'achever la construction d'une voie automobile qui, longeant la

frontière entre les deux Turkestan atteint, au Pamir, l'étroite bande de territoire afghan qui sépare la Russie de l'Inde. Les trente-cinq jours jadis nécessaires pour parcourir la distance qui sépare le point de départ de cette voie automobile de son terminus se réduisent à cinq jours. Cette circonstance permet à la Russie de se dresser aux portes de l'Empire britannique. Conséquemment, ses frontières ne sont plus en sécurité.

Cette situation n'a pas été sans avoir influencé la politique européenne; elle y a même apporté de profonds changements dans le regroupement des forces. Une Russie puissante et, par surcroît, bolcheviste, n'étant pas désirable pour l'Angleterre, il s'ensuit qu'une politique tendant à sa consolidation, pas plus que celle de ceux qui la soutiennent, ne sauraient lui convenir. L'on se souvient qu'au temps où l'Allemagne accordait son aide à la Russie du fait du traité de Rapallo, l'Angleterre, bien que cette aide ne fut point de son goût, n'en éprouvait pas trop d'inquiétude, les frontières de l'Inde étant inaccessibles du côté soviétique. Mais aujourd'hui, alors que l'Allemagne vient d'être remplacée par la France qui tend à introduire la Russie dans le cercle des Grandes Puissances et à relever ainsi son influence et son activité, l'Angleterre tourne les yeux vers l'Allemagne, car tout ce travail de la politique française n'entre pas dans ses vues.

Le 7 novembre dernier n'a-t-on pas vu, à la Chambre des Communes, M. A. Simon, secrétaire d'Etat au Foreign Office, jurer de sa fidélité à la France, et quarante-huit heures plus tard la politique anglaise faire volte-face et M. Macdonald déclarer au banquet officiel de la Cité : « Nous avons toujours été

d'avis que la meilleure politique à suivre en Europe consiste à aider l'Allemagne à se débarrasser des conditions qui l'accablent profondément. » Depuis cette date, l'Angleterre abandonne systématiquement la France; elle va même jusqu'à publier un mémorandum de désarmement absolument inacceptable pour cette dernière. La presse française l'a fort justement qualifié de mémorandum de réarmement de l'Allemagne. C'est ainsi que M. Herriot a gagné la creuse sympathie de Moscou et perdu l'assistance réelle de l'Angleterre. Ajoutons à tout cela le rapprochement polono-allemand par le pacte de non-agression et la déclaration de M. Beck, ministre des affaires étrangères de Pologne, déclaration qu'il fit le 5 février au Sénat, et qui confirme explicitement la position amicale prise envers l'Allemagne.

Les événements d'Extrême-Orient se trouvant liés à ceux d'Europe, une politique mondiale bien définie a pris naissance. Le pivot de cette politique se trouve dans le mouvement national constaté en Asie et dans l'opposition des intérêts des Puissances qui l'environnent. Toutes luttent sur le dos des autres, toutes ont les yeux tournés vers des territoires qui ne leur appartiennent pas. Mais dans cet enchevêtrement de rivalités, les intérêts des unes se trouvent sur la ligne du mouvement libérateur des peuples alors que les intérêts d'autres puissances se trouvent sur une ligne opposée. Le Japon et la Russie se dressent là, l'un contre l'autre, formant ainsi deux camps clairement ennemis. Toute renaissance nationale d'un peuple dans le voisinage de la Russie menace celle-ci en faisant appel à tous ses frères d'Asie afin de prendre les armes et de lutter en commun pour la con-

quête de la liberté. L'ancien mot d'ordre des Soviets : « Peuples d'Asie, levez-vous ! » tourne contre Moscou qui, maintenant, est contraint de lancer un autre mot d'ordre : « Peuples d'Asie, asseyez-vous ! » Entre ces deux courants se trouve placée l'Angleterre pour laquelle une grande Russie est toujours une éternelle menace. Quant au Japon, l'Angleterre n'a rien à régler avec lui sinon des intérêts commerciaux.

En résumé, au centre de la politique mondiale et des relations entre l'Europe et l'Asie se trouve la Russie soviétique avec tous ses amis et adversaires. C'est dans ce nœud qu'est concentré aujourd'hui le problème de l'affranchissement des peuples de l'Asie aussi bien que de l'Empire soviétique.

Noé JORDANIA,
*Ancien Président
de la République de Géorgie.*

Les loups dans la bergerie

Sans être imminente, la candidature de l'U. R. S. S. à la S. D. N. est à l'ordre du jour. On en parle sous le manteau de la cheminée. Des journaux s'en occupent, les uns pour l'approuver, les autres pour la blâmer. Suivant l'expression courante, elle est « dans l'air »...

D'où provient cette manœuvre politique ? — Il faut en chercher l'origine dans le départ du Japon et de l'Allemagne, ce qui permet de mesurer, une fois de plus, l'énorme faute commise par ces deux empires. En s'écartant de Genève, ils ont renforcé la position diplomatique de leurs adversaires les plus directs et les plus acharnés : les Soviets.

Mais la faute que commettent d'autres Etats en se retournant du côté de Moscou est, si possible, plus grave encore. Ils croient habile d'utiliser, à propos de l'institution de Genève, les méthodes de l'ancienne diplomatie, et ne veulent pas se rendre compte qu'ils s'apprentent à détruire ainsi ce que la Société des Nations possède encore de prestige dans le monde.

Méthode de l'ancienne diplomatie ? — qu'un Etat se détournait d'un groupe

de puissances, ce groupe, changeant d'orientation, cherchait un nouvel appui chez un rival de celui qui l'avait abandonné. Que de « renversements d'alliances » dans l'histoire de l'Europe. Et que de guerres provoquées par ces subtiles et dangereuses manœuvres diplomatiques ! La S. D. N. est née pour couper court à ces procédés qui engendrent les conflagrations ; elle a mis l'accent sur la solidarité générale, de tous les Etats ; et aujourd'hui l'on voudrait en faire l'instrument des vieilles méthodes diplomatiques qui ont fait faillite en 1914 ?

On peut entrevoir un jour où la S. D. N. sera pourvue de la force légale et matérielle qui lui permettra d'imposer l'exécution de ses décisions. A sa disposition se trouveront des avions, des navires, des soldats chargés de faire rentrer dans l'ordre les Etats qui voudront se soustraire aux volontés de la communauté internationale. Mais ce jour est lointain encore — nous ne le verrons certainement pas — et d'ici là l'autorité de la S. D. N. repose avant tout sur sa force morale, cette force morale qui s'est montrée à la longue irrésistible lors

de la conflagration universelle, soulevant les peuples, les uns après les autres, contre la violation de la neutralité belge.

Cette autorité morale, la S. D. N. en a déjà perdu une bonne part lorsqu'elle a appelé les représentants des Soviets à venir siéger à Genève, à la Conférence du désarmement. Dans le monde entier, les peuples savaient que l'U. R. S. S. avait outrageusement violé la parole qu'elle avait librement donnée, déchiré le traité qu'elle avait signé, assujéti par la force des baïonnettes un Etat dont elle venait de reconnaître l'indépendance.

Au quai Wilson, on a écouté avec respect et déférence l'admirable définition de l'agresseur formulée par la délégation soviétique, définition qui correspondait exactement aux agissements... de l'U. R. S. S. elle-même! On n'a pas voulu comprendre ce qu'il y avait d'ironique, de cynique, même, à prendre au sérieux les palabres pacifistes des représentants d'un empire militariste de proie et de rapine. On a accueilli, dans la bergerie de Genève, les loups des steppes déguisés en agneaux. Et l'on s'étonne que le prestige de la S. D. N. ait subi, de ce fait, une atteinte profonde dans l'opinion des peuples?

Aujourd'hui on parle d'aller plus loin encore, et d'installer définitivement, dans l'institution idéaliste de Wilson, les représentants attitrés de la force brutale. Ce serait porter, à la S. D. N., un coup irréparable, un coup dont elle ne se relèverait pas. Voyez : d'avance, déjà, quelques-unes des conséquences de cet acte se laissent pressentir. Les bolchéviks savent que certaines grandes puissances ont besoin d'eux, et s'approprient, dit-on, à poser des conditions à

leur venue à Genève. Des conditions? Mais c'est la S. D. N. qui devrait leur en poser : elle devrait refuser catégoriquement de les admettre avant qu'ils aient complètement changé leurs méthodes politiques, avant qu'ils aient rendu l'indépendance à la Géorgie, avant qu'ils aient renoncé à fomenter la révolte dans d'autres Etats!

Des conditions des soviets? — Il ne peut pas, il ne doit pas y en avoir. Et ces conditions quelles seront-elles? On prétend — c'est l'*Echo de Paris* qui l'affirme — que « les soviets devraient être reconnus officiellement par les Etats représentés à Genève qui n'entretennent pas encore des relations diplomatiques avec eux, par exemple la Hollande, le Danemark, la Finlande, la Suisse, etc. ». — Manœuvre pour obliger ces Etats à renoncer à l'exercice de l'un de leurs droits de souveraineté les plus sacrés? Manœuvre pour les amener à dire non et à prendre sur eux la responsabilité d'un échec de la tentative de quelques grandes puissances? Que ce soit l'une ou que ce soit l'autre, la manœuvre serait odieuse.

Ces Etats — Hollande, Danemark, Suisse, Finlande — sont parmi ceux qui ont le plus fidèlement servi la S. D. N., alors que tant d'autres, au contraire, se servaient d'elle. Si véritablement l'on voulait porter, à leur libre droit de décider avec qui ils veulent entretenir des relations diplomatiques, une atteinte aussi grave, la seule réponse qu'ils pourraient faire serait celle-ci : « Choisissez entre l'U. R. S. S. et nous; le jour où les Soviets entreront à la S. D. N. nous en sortirons. »

Jean MARTIN,

Directeur du *Journal de Genève*.

Caractère du mouvement national

De par ses sources idéologiques, le mouvement national en Azerbaïdjan représente en lui-même l'idée nationale-libératrice de l'Orient et les courants démocratiques-culturels de l'Occident.

L'Azerbaïdjan du Caucase, peuplé d'éléments musulmans et turks, lesquels n'ont rien de commun, pas plus au point de vue religieux que culturel avec la Russie qui les a conquis exclusivement par la force des armes, n'ont jamais accepté moralement l'étatisme russe. Or, les traditions de ce dernier, nul ne l'ignore, s'appuyaient sur l'hostilité professée contre le monde musulman et turk. C'est l'une des causes pour lesquelles les idées de panislamisme et de panturkisme trouvaient en lui un vif écho.

Avec le temps et avec le développement des forces sociales, alors que les larges cercles de la population adhéraient au mouvement public, nous voyons le mouvement national en Azerbaïdjan prendre, plutôt que partout ailleurs dans l'Orient musulman, un caractère européen.

Déjà au début du xix^e siècle, la littérature azerbaïdjanienne qui comptait dans sa galerie historique des flambeaux de la littérature orientale tels que le célèbre Fizouli (poète turk de la fin du xv^e siècle de l'ère chrétienne), commence à se moderniser. Le grand novateur que fut Mirza Fatali Akhound Zadé donne un nouvel essor à la société azerbaïdjanienne par ses immortelles œuvres écrites en langue populaire. Dans ses travaux, d'une forme toute nouvelle (il

fut le premier dans le monde musulman à écrire des œuvres dramatiques), il propage des idées entièrement nouvelles, puisées dans l'idéologie cultivée du xviii^e siècle.

A partir de Mirza Fatali, la littérature azerbaïdjanienne fait preuve de dispositions pour les idées de l'Occident; elle s'habitue à agir avec discernement dans les manifestations de la vie.

A Mirza Fatali succède toute une pléiade de poètes, d'écrivains, de dramaturges d'orientation libérale qui se donnent pour tâche de développer dans le peuple le sens de la compréhension européenne et de susciter en lui une activité politique individuelle.

En 1875, le premier organ⁷ de presse en langue azérie fait son apparition à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan; c'était le premier journal turko-musulman édité en Russie. Les idées civilisatrices de Mirza Fatali, dans le journal *Equindji* (Le laboureur) de Hassanbek Zardabi, y trouvent régulièrement leur défense. Si jusqu'à l'apparition de l'*Equindji*, ces idées étaient indirectement propagées, sans tendances politiques déterminées, il n'en fut pas de même chez le premier publiciste d'Azerbaïdjan où elles servirent d'une façon concrète de but politique. Les Azerbaïdjanis devaient profiter des fruits de la civilisation contemporaine et se familiariser avec la culture européenne; *dans le cas contraire ils étaient condamnés à un éternel esclavage...* »

Mais si le gouvernement du tsar observait tranquillement les écrits abstraits

de Mirza Fatali, il n'en était pas de même avec les tendances du premier organe politique *Eqindji* qui fut suspendu. Il fut même défendu à son rédacteur d'organiser une société musulmane de bienfaisance à Bakou.

Jusqu'à l'année 1905, la société azerbaïdjanienne se trouve sous le rigoureux contrôle de la censure tsariste. Ce n'est que grâce à la première révolution russe qui suivit la défaite infligée à l'armée russe en Mandchourie que commença une nouvelle ère dans la vie sociale des Azerbaïdjanais. Dès lors commencent d'apparaître des quotidiens et différents périodiques.

La littérature se développe avec éclat; il en est de même de la musique et du théâtre; on ouvre des imprimeries, différentes sociétés scientifiques, des cercles politiques et de parti. Se sentant plus solidement organisé, le mouvement devient nettement national et, en plein accord avec le mouvement libéral-révolutionnaire qui sévit dans tout l'empire russe, exige en même temps que des réformes générales du régime politique de l'empire, des droits nationaux-culturels pour les musulmans de toute la Russie.

Ajoutons que deux courants principaux se manifestent. Alors que la vieille génération constituée par les anciennes couches aristocratiques marchait de pair avec les libéraux russes, la jeune génération, éduquée pour la plupart dans un esprit national, accordait ses sympathies aux courants radicaux et révolutionnaires de la société russe.

Se trouvant sous l'oppression générale de l'empire russe et de sa politique antimusulmane, l'activité politique des peuples turks de Russie se développait dans une direction unique et dans un étroit

contact idéologique-organisateur. Dans le mouvement général musulman russe, les représentants de la société musulmane jouaient un rôle dirigeant des plus insignifiants.

Deux faits historiques fixent deux importantes dates dans le développement de la vie politique des musulmans de Russie : c'est le Congrès de Nijni Novgorod en 1905 et le 2^e Congrès de Moscou de 1917 au cours desquels furent fixées les aspirations des musulmans de Russie.

Le congrès de Novgorod qui pour raisons de tactique avait pris pour mot d'ordre « collaboration avec le libéralisme russe » n'exigeait pas autre chose qu'une culture nationale et la reconnaissance des droits de citoyens. Le Congrès de Moscou émit une résolution demandant la division de la Russie en unités territoriales nationales autonomes. Comme au cours du premier Congrès, les décisions politiques étaient formulées par les représentants de l'Azerbaïdjan.

A l'époque du Congrès de Nijni Novgorod, la plupart se trouvaient du côté des libéraux, non seulement au cours du Congrès, mais aussi en Azerbaïdjan même. Il n'en fut point de même au Congrès de Moscou où il ne fut plus question de libéraux, mais où l'on put voir des partisans d'une coalition avec ce qu'on appelait la démocratie révolutionnaire russe qui toutefois se trouvèrent en minorité avec leurs prétentions au sujet de la construction militaire d'une Russie démocratique. La majorité des représentants adhéraient au parti des nationalistes révolutionnaires, lesquels demandaient un particularisme national territorial de toutes les nationalités habitant l'empire russe.

Le nationalisme révolutionnaire azerbaïdjanien, connu par le rôle qu'il joua au Congrès de Moscou, était représenté par le parti « moussavat », parti qui, au cours des travaux du congrès des musulmans du Caucase à Bakou, au mois d'avril 1917, publia son programme dans lequel il demandait un statut d'Etat non seulement pour l'Azerbaïdjan, mais aussi pour les autres peuples turks placés sous l'autorité de la Russie.

Les membres du parti « moussavat » sortaient des rangs de la jeune génération azerbaïdjanienne qui, au cours de la première révolution russe et en dépit de l'opposition de la vieille génération, accordait ses sympathies à l'aile révolutionnaire de la société russe. Au cours de la lutte contre le tsarisme, le socialisme révolutionnaire leur apparaissait, sinon se rapprochant le plus de leurs conceptions, tout au moins un allié plus conforme à leurs vues.

Animés d'une haine implacable contre l'impérialisme russe en tant qu'oppressé de leur pays, ils adoptaient facilement la tactique des partis extrémistes qui poussaient loin leur travail de sape.

Le « moussavatisme » en tant qu'harmonisant l'idéologie nationale, ayant conservé en lui-même les conceptions modernisées des traditions idéologiques de l'islamisme et du turkisme, le programme social d'orientation socialiste-populaire et de tactique révolutionnaire tendant à détacher l'Azerbaïdjan et tout le Caucase de la Russie, acquit une grande popularité parmi les masses populaires d'Azerbaïdjan. Aux élections à la Constituante russe, à la Diète de Transcaucasie, au parlement d'Azerbaïdjan, le parti « moussavat » et les grou-

pements de résistance avec lui, avaient toujours une imposante majorité.

De ce moment, le « moussavatisme » devient synonyme de nationalisme azerbaïdjanien.

La diffusion de la nouvelle littérature nationale, défendue par les organisations socialo-politiques de différentes tendances et conceptions et l'idée de l'autodisposition nationale de l'Azerbaïdjan ayant reçu sa formule concrète-politique dans le programme « moussavat » devint ainsi une revendication nationale qui se réalisa dans la pratique. De fait, de par la volonté du peuple, le Conseil national azerbaïdjanien du 28 mai 1918 proclama l'Azerbaïdjan, République démocratique indépendante.

II

Les réalisations obtenues

par la République nationale

La République démocratique d'Azerbaïdjan compte en tout deux années d'existence. Le 27 avril 1920 elle dut subir l'attaque de la Russie soviétique; elle fut soviétisée par la force des baïonnettes de l'armée rouge. On trouvera ici un aperçu de la lutte contre les forces d'occupation, mais auparavant, nous nous arrêterons sur quelques réalisations obtenues en Azerbaïdjan pendant l'existence du gouvernement national, et avant que de les énumérer, donnons un coup d'œil rétrospectif sur la situation du pays sous le régime tsariste :

Ainsi, l'Azerbaïdjan musulman était soumis à l'oppression du régime tsariste. Par exception, les Azerbaïdjanis ne faisaient point de service militaire, étant considérés comme un élément peu sûr, n'étaient point admis dans les adminis-

trations de l'Etat, à de très rares exceptions, ne jouissaient point de tous les droits accordés aux autres citoyens. Dans les municipalités autonomes locales de Transcaucasie, les musulmans ne pouvaient constituer plus de la moitié des conseillers; ils étaient en outre tenus dans l'ignorance; la presse en langue maternelle était interdite; étaient également interdites les organisations d'intérêt public, voire même les sociétés de bienfaisance et celles ayant un caractère culturel.

A peine constitué, le Gouvernement d'Azerbaïdjan organisa sa propre armée qu'il porta à 30.000 hommes; elle comptait 8 régiments d'infanterie, 3 régiments de cavalerie, 3 brigades d'artillerie, une division de cavalerie de montagne, une division de mitrailleuses, 2 trains blindés, 6 automobiles blindées, 2 canonnières, 8 hydroplanes, une école militaire (infanterie, cavalerie, artillerie), une école d'ingénieurs. Par son instruction, son esprit national et ses connaissances, cette armée joua un rôle considérable; au cours de ses deux années d'existence, l'armée azerbaïdjanienne a opéré toute une série de campagnes et soutenu avec succès des combats acharnés.

Les rouages de l'Etat n'étaient point négligés; un ordre parfait y régnait; tout en respectant le code des lois existantes, le Gouvernement d'Azerbaïdjan s'en tenait à une politique de réorganisation progressive des rouages de l'Etat, en conformité avec les exigences du nouveau régime et des intérêts nationaux.

Une attention toute particulière fut portée par le nouveau gouvernement sur la question des écoles et de l'instruction publique en général. Si l'on en croit les

statistiques officielles des bolcheviks, à la chute du régime tsariste l'Azerbaïdjan comptait 950 écoles primaires avec un contingent de 62.788 élèves, les écoles secondaires étaient au nombre de 32 avec 2.643 élèves et quant aux écoles supérieures, il n'en existait point.

Au moment de la formation du Gouvernement national d'Azerbaïdjan, 6 p. 100 seulement de la population était lettrée.

Au cours de ses dix-huit mois d'existence normale, le Gouvernement national d'Azerbaïdjan se prit à nationaliser les écoles; les écoles primaires furent entièrement turkisées. Dans les écoles des minorités nationales, la langue turque fut introduite en tant que langue obligatoire. De nouvelles écoles secondaires, avec un programme national, furent ouvertes; elles furent à leur tour soumises au processus de turkisation.

Dans les villes de Bakou, Chequi, Kazah et Gandjé, de nouvelles écoles normales, destinées à former des cadres d'instituteurs pour les écoles nationales, furent créées. Des instituteurs et des institutrices furent invités de Turquie.

Une Université comprenant les facultés d'histoire et de philologie, de physique, de mathématiques, de médecine, fut créée et des professeurs étrangers vinrent y occuper des chaires. Plus d'une centaine d'étudiants furent envoyés dans les principaux centres scientifiques d'Europe. Une commission spéciale se chargea de composer et de traduire des manuels et des livres pour les besoins des écoles nationalisées. Dans tous les grands centres administratifs du pays des cours spéciaux de préparation aux fonctions de l'Etat furent créés.

En dehors des écoles militaires dont il

a été ci-dessus parlé, des écoles spéciales de police furent ouvertes à Bakou.

Le rôle dirigeant au parlement azerbaïdjanien échut au parti « moussavat » dont les particularités idéologiques ont été précédemment décrites.

Outre le parti « moussavat », exception faite de la fraction des minorités nationales, telles les Arméniens et les Russes, le parlement comptait d'autres partis de droite et de gauche. A droite du parti « moussavat » siégeait le parti « Ittihad » avec une idéologie nationale ; à gauche siégeait le bloc socialiste.

Nonobstant leur divergence idéologique, tous ces groupes étaient solidaires dans la question de l'indépendance, ce qui se manifestait surtout dans les questions de politique étrangère et de défense nationale. Il suffit de remarquer que le budget du ministère de la Guerre, malgré l'extrême libéralisme du parlement, était adopté avec enthousiasme et sans discussion.

Le parlement azerbaïdjanien adopta une loi sur la réforme agraire, en vertu de laquelle le fonds agraire, exception faite d'un minimum laissé à ses propriétaires, devenait propriété d'Etat. Aux paysans sans terre, l'Etat allouait des lots de terre cultivable, selon des normes établies et sans indemnité aucune. Le lot de terre étaient cédés à leurs nouveaux propriétaires sans esprit de retour à l'Etat. En d'autres termes s'établissait la petite propriété paysanne, mais le droit aux richesses souterraines appartenait exclusivement à l'Etat.

Il est encore une loi qui fut adoptée par le parlement : c'est la loi sur l'organisation des institutions provinciales autonomes sur des bases largement démocratiques.

Dans les questions de politique étrangère, le Gouvernement national d'Azerbaïdjan s'efforçait avant tout de consolider la situation internationale de la nouvelle République. Il obtint la reconnaissance de l'Azerbaïdjan par les grandes Puissances ; il conclut un traité de paix et d'amitié avec la Perse qui reconnut l'Azerbaïdjan *de jure*, ainsi qu'avec la Turquie.

En ce qui concerne les républiques caucasiennes voisines, le gouvernement d'Azerbaïdjan suivit une politique spéciale d'étroit rapprochement. Le parti « moussavat » prit, lors du Congrès de Bakou en 1919, une résolution touchant à la nécessité d'unir les républiques du Caucase en Confédération. Une alliance d'ordre militaire défensif fut conclue entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

A la Conférence arméno-azerbaïdjannienne de Bakou aussi bien qu'à la Conférence transcaucasienne de Tiflis, le Gouvernement d'Azerbaïdjan proposa officiellement une union confédérée de toutes ces républiques, mais à chaque tentative cette proposition se heurtait à l'opposition de la délégation arménienne. Le parlement d'Azerbaïdjan, dans l'une de ses séances, adopta une déclaration demandant qu'un étroit rapprochement s'établisse entre les républiques du Caucase.

La propagande bolcheviste, en dépit de la présence de l'organisation des bolcheviks russes de Bakou dont l'activité était très remarquée, n'eut aucun succès en tant que doctrine sociale, en Azerbaïdjan.

Les travailleurs musulmans de Bakou, nationalistes dans leur majorité, marchaient avec le parti « moussavat ». Au début de la Révolution russe, en 1917,

au cours des élections au soviet des députés ouvriers et soldats de Bakou, le parti « moussavat » obtint 70 p. 100 des voix. Avant la venue des bolcheviks en Azerbaïdjan, ainsi que l'affirme Lomi-

nadze, secrétaire du parti communiste de Transcaucasie, le nombre des communistes azerbaïdjanais ne dépassait pas 300.

M. E. RASSOUL ZADE

Le Communisme contre les ouvriers

En commençant cet article, je tiens à rappeler le chiffre des ouvriers exécutés par le régime bolchevik : 193.000 ! Ce chiffre, mieux que des phrases, montre ce qu'est en réalité la soi-disant « dictature du prolétariat ».

Examinons du reste la vie, ou plutôt l'esclavage de la classe ouvrière en U. R. S. S. :

Les conditions de travail

Premièrement, la durée du travail qui « officiellement » doit être de 7 heures se trouve très souvent être de 10 heures. Des exemples : « Dans le bassin du Donetz, où le travail doit être de 6 heures, les mineurs étaient obligés de travailler 11 heures et plus par jour. » (*Dortmunder Zeitung*, 12-12-30.)

La presse officielle elle-même constate que « les ouvriers et les ingénieurs travaillent très souvent en règle générale de 12 à 14 heures par jour. » (*Za Ind.* 11-11-31.)

La même presse soviétique va plus loin encore accusant de « mentalité koulak » les personnes qui osent rappeler que les ouvriers des kolkhoz ne doivent pas travailler plus de 8 à 10 heures par jour ; on « n'admet pas la limitation de la durée du travail dans l'agriculture, quoique le Code du travail l'exi-

ge. » (*Sotzialistitcheskoïe Zemledelie*, 18-7-1931.)

En ce qui concerne les accidents du travail, l'U. R. S. S. tient le record, prenons par exemple l'année 1929, il y eut 200 accidents par 1.000 ouvriers. (*Isvestia* du 14-7-30.) « Quant aux salaires, ils sont exactement de 75,5 p. 100 de ceux d'avant-guerre. » (C. I. L. A. C. C., février 32.)

Dans certaines industries ils sont un peu plus élevés mais guère plus : « Dans l'industrie métallurgique, les salaires ne sont que de 86,9 p. 100 par rapport à ceux d'avant-guerre, et chez les mineurs de 81 p. 100. » (Rapport du Bureau International du Travail, Genève, 1928.)

« Certains ouvriers des chemins de fer touchent 18 roubles 90 kopecks par mois. » (J. Douillet dans « Moscou sans voiles ».)

Encore sur ces maigres salaires l'ouvrier doit verser avec « enthousiasme » ses différentes « contributions volontaires » (pour l'emprunt, pour le Secours Rouge, pour l'ossoviachim, etc.).

« Chaque travailleur doit souscrire à un montant égal à un douzième de son traitement. » (*Ec. Zisn*, 22-11-31.)

Ecoutez d'ailleurs ce que dit l'ouvrier Paul K..., qui travaille dans une fabrique de tabacs soviétiques : « Je reçois

aujourd'hui 58 roubles tchervonetz par mois, mais le jour de la solde, lorsque je m'approche de la caisse, on me montre une longue liste de réductions que l'on fait subir à mon salaire. On me retient la cotisation de l'Union Professionnelle, le prix des journaux auxquels on me force à m'abonner; on me fait payer un demi-rouble pour Ossoviachim, on m'enlève 40 kopecks au profit des chômeurs anglais, encore autant pour l'entretien du comité d'usine, etc. Si l'on essaie de protester, on vous chasse immédiatement de l'usine et même on vous emprisonne. Ce malheur est arrivé à trois de mes camarades. On les renvoya et la cellule communiste qui est l'institution la plus autocrate défendit de leur donner du travail où que ce soit! » (J. Douillet, dans *Moscou sans voiles*.)

Tous ces prélèvements représentent en somme plus de 15 p. 100 du salaire.

Les logements des ouvriers russes

En Russie du temps du tsarisme, les prise de province étaient toujours gratuits, et c'est le gouvernement soviétique qui a aboli la gratuité des logements par le décret du 4 janvier 1928.

Après avoir accompli ce beau travail, le gouvernement soviétique s'est bien gardé de fournir aux ouvriers des logements (même payants) en bon état. Les neuf dixièmes des habitations ouvrières sont dans un état affreux. Je laisse la parole à la presse soviétique.

En ce qui concerne Leningrad, on lit dans la *Krasnaïa Gazetta*, n° 272, 1931 : « Chers camarades, sacrifiez donc une ou deux heures, venez voir la cité ouvrière neuve construite tout récemment pour les ouvriers du quartier de Viborg. Elle est habitée par 5.000 ouvriers. Nous ne sommes pas des spécialistes en ma-

tière de construction, mais voici les faits : le chauffage central à eau ne fonctionne pas dans la moitié des logements. Nous sommes gelés, il n'y a pas de poêles, plus de la moitié des logements n'ont pas de cuisines, elles sont remplacées par des chambres avec des réchauds à pétrole. Sur 25 logements dans chaque maison il y a 5 cuisines. On a bâti une salle à manger pour 2.500 personnes, mais auprès de cette salle il n'y a pas de cuisine, pas même de cuisinière; les dîners sont fournis par le restaurant n° 41 mais ils sont si mauvais que 40 ou 50 hommes s'aventurent à les manger au lieu de 2.500. Toute la cité est mal éclairée, le trust Elektrotok ne veut pas amener un câble. Pour le 14^e anniversaire de la révolution communiste on a construit un asile pour les enfants, mais jusqu'à présent il n'est pas éclairé et on l'a fermé quelques jours après l'anniversaire. Plus de 500 enfants sont condamnés à jouer dans la boue profonde de la cour. On pourrait raconter beaucoup encore au sujet des maisons neuves, mais venez voir vous-mêmes. » Signé : « Un groupe d'ouvriers. »

A Moscou : « A l'occasion du 14^e anniversaire de la Révolution on a ouvert une cité ouvrière pour les ouvriers de la fabrique de textile Trekhgorny. Les maisons ont déjà l'air d'être abandonnées, les locataires des étages inférieurs chauffent leurs chambres au moyen de réchauds et lampes à pétrole. Les escaliers sont dans un état déplorable, les murs aussi, partout des tas d'ordures. Les cuisines sont humides et noires de fumée, on y lave, on y sèche le linge, il n'y a pas de buanderie. » (*Vetchernaïa Moskva*, N° 291, 1934.)

Toujours à Moscou, description d'une nouvelle maison :

« De l'extérieur, la maison paraît encore convenable, mais à l'intérieur tout est sale et infecté de vermine. Une ouvrière du logement n° 44 disait : « Je ne dis rien pour moi-même, mais il faut plaindre les enfants, ils ne dorment pas de toute la nuit, attaqués par les punaises. On a prié le président de s'adresser à la section insecticide, mais il a dit qu'il était trop occupé avec la question de l'entretien de la façade pour s'occuper des punaises. » (*Vetchernaïa Moskva*, n° 208, 1931.)

Dans les « villes socialistes »

Pire encore est la situation des villes socialistes érigées dernièrement près des « géants » de l'industrie.

« La petite ville du district (Stalingrad) à présent est devenue le centre de l'industrie mécanique de la Basse Volga, un des plus grands centres de l'U. R. S. S. A Stalingrad, il y a 300.000 habitants dont 101.000 ouvriers. Comment donc vivent ces édificateurs du socialisme ? Avant tout il faut indiquer la crise des logements, la surface habitable ne fait guère que 2 1/2 à 3 mètres carrés par ouvrier ; « norme de poule », comme ils disent. La situation est aggravée par le fait que 75 p. 100 des habitations sont si vieilles qu'il aurait fallu les démolir depuis longtemps. Il y a trois stations d'eau dans la ville, mais dans les quartiers ouvriers il n'y a pas d'eau. Cette eau du reste n'est pas propre et contient des millions de bactéries. Les tonneaux d'assainissement sont vidés dans la Volga, ainsi que les eaux empoisonnées des tanneries. La canalisation dessert seulement 1,5 p. 100 des maisons de la ville. Il en résulte

qu'il y a 10 cas de fièvre typhoïde par 1.000 habitants, des épidémies continuelles de dyssenterie, etc. L'air à Stalingrad est étouffant, fétide. Partout des tas d'ordures, de la boue dans chaque cour. Dans le centre de la ville, il n'y a qu'une lanterne sur 2 kilomètres d'espace. Que peut-on dire des quartiers ouvriers au bord des villes?... » (*Econ. Jizn*, 12-10-30.)

« Un grand nombre d'ouvriers sont logés dans des baraques provisoires en bois et doivent y passer l'hiver rigoureux comme c'est le cas à Magnitogorsk, à Kouznetzk, etc., quoique ces baraques n'aient point été faites pour y vivre en hiver. » (*Za Ind.*, 14-11-31.)

« Et dans ces baraques tout le monde est entassé ensemble : gens mariés, célibataires, jeunes filles et enfants. » (*Komsomolskaïa Pravda*, n° 174, 1931.)

« Les habitations ouvrières que l'on vient de construire à Kadienka (bassin du Don) sont submergées par la boue et les décombres. Les W.-C. débordent. Une odeur affreuse vous poursuit. En été, il est impossible d'ouvrir les fenêtres. Les habitations n'ont pas de conduites d'eau. L'eau potable est distribuée aux mineurs en tonneaux par des voituriers qui parfois ne viennent qu'à minuit. Parfois même, ces derniers ne paraissent pas pendant 5 ou 6 jours. Les habitants n'ont de l'eau ni pour boire ni pour se laver. » (*Pravda*, 29-7-32.)

« Une chambre de 3 m. 50 contient 4 lits et on y couche 8. La vie n'est plus possible dans ces conditions, pas un coin pour travailler ou se reposer. Le plancher est toujours sale, nous restons des jours entiers sans eau chaude, nous buvons de l'eau non bouillie, ris-

quant ainsi la maladie. Nous avons bien des fois attiré l'attention sur ces choses mais aucune mesure n'a été prise. » (*Komsom. Pravda*, 15-7-32.)

On pourrait multiplier à l'infini ces citations qui sont autant d'aveux. Notons seulement au passage que toutes ces réclamations sont faites uniquement par des communistes, les autres n'ayant qu'un droit : celui de se taire. Or étant donné que les ouvriers inscrits au parti sont les mieux servis, on peut juger de la misère des autres.

La nourriture des travailleurs

Examinons maintenant la question nourriture ; pour cela laissons de nouveau la parole à la presse soviétique :

« Le jour de l'ouverture du réfectoire (qui venait d'être inauguré) après d'infructueuses recherches, les personnes assemblées décidèrent de s'orienter d'après leur odorat. Enfin on trouva le réfectoire dans une cave profonde, encombrée de caisses de toutes sortes de débris et de saletés. Les visiteurs s'assoient à des tables, prennent le menu et commandent chacun à son goût. « Ce n'est pas encore prêt » fut la réponse au premier visiteur. La même chose fut répondue au second et au troisième visiteur. Tous demandèrent alors du bortsch, mais le bortsch n'était pas prêt non plus. Les visiteurs se résignèrent à attendre dans le local froid. Ils attendirent une demi-heure, une heure, enfin, après deux heures ! on leur servit un « plat combiné » dont l'ingrédient essentiel était la rouille des couteaux et des fourchettes. Les visiteurs demandèrent le livre des réclamations, mais un représentant de l'administration leur dit « qu'il n'y en avait pas encore » ! A la sortie on exigea des visiteurs des jetons métalliques qu'ils

n'avaient pas reçus. Et on les fit attendre encore 15 minutes ; enfin on les mit en liberté. » (*Vetchernaïa Moskva*, n° 1-1932.)

« En Sibérie, on a déjà commencé à nourrir les ouvriers avec les déchets des légumes destinés ordinairement au bétail. » (*Sov. Sib.*, n° 184-1932.)

« Dans l'Oural, les conditions alimentaires dans les réfectoires d'usines sont scandaleuses. » (*Oural'sk. Rab.*, n° 225, 1932.)

« Voici un réfectoire (usine Manouïlsky) où les ouvrières dînent pendant les courts instants qu'elles ont à leur disposition (15 à 20 minutes). La salle est décorée d'affiches portant les mots d'ordre, mais la soupe qui remplace le bortsch n'est que de l'eau bouillie avec du gruau de millet. Le même gruau sans eau est servi comme second plat. Les ouvrières qui travaillent pendant la nuit ont un intervalle pour dîner à 8 heures du matin. Mais il n'est pas rare qu'elles attendent ce fameux dîner jusqu'à 9 heures du matin ! Le réfectoire manque de cuillers et de verres. Si l'on veut du thé on peut l'avoir à condition d'apporter la tasse, le sucre, le pain, et le thé ! » (*L'Industrie légère*, 26-6,32.)

Le prix des denrées

Quant à acheter des produits afin de manger hors des réfectoires, c'est presque impossible, vu les prix. Voici des exemples :

Un sandwich beurré coûte 80 kopecks, un sandwich au fromage, 1 rouble 50 (soit 27 francs) ; une portion de côtelette, 1 rouble 50 (27 francs), etc. (Chiffres officiels parus dans la *Krasnaïa Gazetta*, n° 229.)

D'autres exemples encore : La farine de seigle, 3 roubles le kilogramme ; les œufs,

12 roubles les 10 (soit 156 francs!) ; la farine de froment, 150 roubles (soit 1.950 francs). (Extrait du journal *Sevodnia* de Riga.)

« Et avec ces prix, même si le plan était appliqué, l'ouvrier dans l'industrie ne toucherait que 109 roubles 10 par mois! » (*Bolchevik*, 1-11-1932.)

Comment échapper à l'esclavage

Cette situation empirant de jour en jour, les ouvriers se voient obligés de choisir entre deux solutions : la grève et la fuite. Or la grève, *étant déclarée crime envers l'Etat* et réprimée comme telle (entre autres grèves des usines électriques de Leningrad, sept. 1927; bilan : 15 ouvriers tués et 30 blessés!), ils n'ont plus qu'une solution, la fuite...

« Ils déclarent ouvertement : Nous ne voulons pas manger votre saucisson puant, de viande de chien ; et ils s'en vont, le peuple est devenu vagabond. » (*Noviy Mir*, n° 224.)

A Moscou : « L'instabilité du personnel ouvrier atteint, en 1931, 50 p. 100. » (*Bolchevik*, n° 51, 1931.)

Le chômage en U. R. S. S.

Nous voici à la question du chômage; notons au passage que ce mot est formellement interdit en U. R. S. S. On se contente de parler « d'excédent de main-d'œuvre » ou de « travailleurs improductifs ». Ces chômeurs sont évalués main-d'œuvre » ou de « travailleurs millions d'hommes, et par l'*Econ. Jizn.* à 8 millions d'hommes. Ces chômeurs ne sont pas secourus par l'Etat, ils sont à la charge des Kolkhoz.

« On peut donc se rendre compte que la situation de l'ouvrier soviétique est pire que celle d'un esclave. » (*Cillac*, mars 1932.)

Notre devoir à nous est donc de cesser nos querelles, et de *nous unir tous* pour l'écrasement du communisme et la délivrance des malheureuses victimes des Soviets!

Peuples de tous pays : Front unique!

F. DE BOISJOSLIN,

*Président de la Ligue
Internationale Anti-Communiste.*



En pleine confusion

De plus en plus fréquemment le terme « otchkovtiratelstvo » fait son apparition dans la presse et les discours des hommes politiques soviétiques. Visiblement ce terme qui signifie vouloir montrer ce qui n'existe pas est largement utilisé pour se glorifier soi-même au pays des Soviets. Il est vrai qu'il n'est employé que pour les besoins de l'intérieur, jamais comme produit d'exportation, ce qui ne change rien à la question. La question alarmante du jour en U. R. S. S. est celle des transports. L'on a vu qu'au dernier congrès du parti communiste M. Vorochilov et autres chefs du parti ont suffisamment critiqué, sans ménagement aucun, cette branche de l'économie soviétique. La situation doit vraisemblablement être à ce point inquiétante que les chefs ont résolu de permettre de faire la critique de ce qui se passe, attendu que les mesures prises jusqu'à présent sont restées inefficaces. Grâce à cette décision, le voile théâtral qui recouvrait la réalité laisse apparaître une situation peu enviable.

Nous avons là, sous nos yeux, la décision prise par le conseil des commissaires et par le Comité central du parti communiste sur le travail du chemin de fer du Donetz. Afin de souligner l'importance de ce document les signatures de MM. Molotov et Staline y ont été apposées. Ladite décision reflète on ne peut mieux la situation, non pas seulement dans le chemin de fer du Donetz, mais encore dans les autres réseaux soviétiques.

« La méthode essentiellement bureaucratique de la direction se manifeste nettement dans la manière dont s'opèrent les travaux d'exploitation, desquels dépendent les transports dit le « manifeste » de MM. Molotov et Staline. Les wagons nécessaires pour les chargements sont fournis tout d'abord, non pas aux centres importants houillers et métallurgiques mais, là où l'influence des intérêts locaux se fait le plus sentir ou bien à des stations secondaires rapprochées dans le but de les montrer. Le travail des convois est des plus défectueux, ce qui explique que la quantité de convois envoyés au cours des mois de janvier-février a sensiblement baissé par rapport à l'an dernier. Du fait de graves actes d'indiscipline, certains procédés sont devenus usuels lorsque des marchandises à chargement de deuxième tour passent au premier tour et que le plan de transport du métal et du charbon n'est pas exécuté. Or, les transports hors plan ne constituent pas seulement une infraction aux plans d'Etat des chargements des wagons, mais une supercherie envers l'Etat, délit suscité le plus souvent par des desseins intéressés. Les organisations locales, soviétiques et du parti, non seulement ne luttent point, le plus souvent contre ces infractions au préjudice des plans d'Etat des transports par chemin de fer, mais elles poussent les chefs desdits chemins de fer, des sections et des stations à effectuer le transport des marchandises locales au détriment des transports d'Etat, faisant même pres-

sion par tous les moyens, notamment par toutes sortes de « petits services » qui ne sont autre que des pots-de-vin. »

Les directeurs des chemins de fer et les chefs de section, selon la décision énoncée, restent bien tranquillement dans leurs bureaux. Il n'est pas jusqu'aux sections politiques, ces organisations téhélistes, spécialement créées pour « mettre de l'ordre » dans les affaires des chemins de fer, qui n'aient su organiser la lutte pour la discipline contre les désorganisateurs des transports et les pilliers du bien public. La décision contient encore tout un ensemble de mesures en vue d'écarter ces lacunes, notamment l'envoi sur la ligne du Donetz, d'au moins une centaine d'organiseurs de parti, d'une vingtaine de propagandistes, de trois rédacteurs, etc.

La foi dans la puissance des propagandistes communistes ne s'est pas jusqu'à ce jour éteinte, et, vraisemblablement, cette « foi » est l'une des causes de cette confusion contre laquelle une lutte se poursuit de nos jours sans résultat palpable. Le sévère prikaze actuel prétend que les rigoureux prikazes antérieurs n'étaient point mis à exécution; pourquoi donc voudrait-on que ce nouvel acte, venant du centre, ait un sort différent? Or, la confusion se complique: Voilà qu'aujourd'hui on reconnaît officiellement de nombreuses catastrophes de chemin de fer en U. R. S. S. Le parquet a rigoureusement prescrit de punir sévèrement les délinquants responsables. Les mesures sont prises. Mais où gît la cause véritable de ces catastrophes dans les transports? La *Pravda* du 9 mars en signale une, intimement liée à la foi en la propagande et en la certitude, que le citoyen soviétique en général et le communiste en particulier n'ont nulle-

ment besoin de l'habituelle préparation spéciale « bourgeoise »,

D'après la *Pravda*, une énorme quantité de gens sans préparation aucune montent les locomotives dans les transports sur voies ferrées. C'est ainsi, par exemple, que l'an dernier, au mois de novembre, 403 machinistes en fonctions sur le chemin de fer du Caucase furent soumis à un examen technique spécial et que sur ce nombre, 169 seulement le subirent avec succès; les autres montrèrent une ignorance complète du maniement des locomotives. Or, ces derniers machinistes exerçaient leur fonction depuis trois et quatre ans, ayant pour titre une mention faisant foi qu'ils connaissaient parfaitement, 100 p. 100, la technique de leur profession. Il est clair que ces mentions étaient délivrées, non sur le vu de considérations techniques, mais simplement du fait d'une préparation « par voie de choc ». Où recrute-t-on les cadres de machinistes auxquels par voie de choc on accorde des certificats donnant droit de conduire des machines? Voici ce que dit la *Pravda* à ce sujet :

« Sur 327 machinistes, 18 s'occupaient autrefois de commerce, 57 étaient journaliers, 7 étaient employés de bureau, 14 étaient conducteurs, 7 étaient graisseurs, 4 étaient gars de course, 2 étaient emballeurs, 24 étaient chauffeurs, 2 étaient relieurs, 2 étaient matelots, 2 étaient marchands de fourrure, etc... 86 seulement étaient serruriers et ouvriers d'atelier. 200 machinistes de ce dépôt ont un stage de un à trois ans et 62 ont un stage de trois à cinq ans. Au lieu de compléter les cadres de machinistes avec les meilleurs ouvriers serruriers, familiarisés avec les réparations des machines, les chefs de dépôt envoient

à toutes sortes de cours les ouvriers qui leur tombent sous leur main. Le service de traction ne s'occupe pas de cette affaire, mais le service du personnel, instruit en toute hâte des relieurs, des commerçants, des convoyeurs, s'efforçant d'exécuter les normes demandées, de donner des chiffres. Combien ce trait est caractéristique pour tout le système économique des Soviets! l'essentiel, ce sont les chiffres « donner des chiffres ». Qu'importe le reste.

Peut-on dès lors s'étonner si les catastrophes de chemin de fer se succèdent? Le contraire nous étonnerait. Le système des transports n'est pas un fait isolé; il est lié d'une manière organique avec tout le système économique soviétique en général, mais les transports, en liaison surtout avec l'industrialisation et la situation militaire, jouent un rôle si important qu'il est impossible d'en dissimuler les lacunes. Or, ces lacunes ne sauraient être localisées au système des transports, elles se généralisent à l'ensemble du système économique communiste bolchevik. Mais on se garde bien d'en parler, c'est pourquoi on en rejette les fautes sur le dos de certains citoyens, de certaines institutions. C'est ce qui explique l'existence de ces nombreux procès « en sabotage », dont le dernier en scène, de caractère frisant le sabotage, a fait l'objet d'un compte rendu récent. Ce procès est lié à une branche de l'industrie qui, parallèlement aux transports, attire en ce moment l'attention toute spéciale du centre. Il s'agit d'une affaire d'exploitation du minerai de cuivre, d'une importance capitale non seulement pour l'industrie en général, mais aussi pour les besoins de l'armée en particulier. Dans ce domaine, toute une enquête a commencé; il ne

s'agit plus de se contenter des statistiques, mais bien de compter avec les réalités.

L'un des plus importants gisements de cuivre se trouve dans l'Oural; c'est là aussi que s'élèvent les fonderies de cuivre de Karabach. L'enquête faite dans cette usine récemment restaurée a établi que les chiffres présentés n'étaient autre qu'un bluff (otchkovtiratelstvo) créé de toutes pièces par les dirigeants de l'usine de Karabach. L'affaire se trouve en ce moment devant les assises du tribunal suprême qui viennent de se transporter dans l'Oural. Les comptes rendus du procès paraissent sous le titre : « Le procès des coquins et des bluffeurs de Karabach. » Des faits fort caractéristiques sont apparus au cours de la première séance; l'on a pu voir la manière dont s'établissaient les calculs d'après lesquels on dégageait les statistiques officielles. Le personnage central de la comptabilité dans l'administration des établissements miniers était une toute jeune fille, stagiaire, laquelle rassemblait les données quotidiennes par téléphone sur la marche des travaux; elle constituait ainsi des dossiers d'après lesquels les économistes et autres spécialistes chargés des statistiques établissaient les pourcentages de toutes les opérations minières. De l'ensemble des dites statistiques l'on ne voit pas qu'il y ait eu quelque pensée mauvaise, un dessein quelconque de fournir une fausse documentation, mais l'usage veut que les coupables soient des gens douteux, enclins à la contre-révolution, et l'on en a trouvés. C'est ainsi, écrit la *Pravda* du 10 mars, que parmi les coupables figure un « ennemi de classe, le koulak Tchoutchev, animé d'une haine koulakiste féroce et brouillant toute la comptabilité

socialiste. » Il est vrai qu'aussitôt on reconnaît que parmi les « coquins et les bluffeurs » se trouvent des gens qui ne peuvent aucunement être classés parmi les ennemis de classe. Le travailleur responsable Soukkhoroukov, par exemple, est communiste depuis 1915; l'administrateur d'un groupe de mines, Touchine et quelques autres encore ne sont pas seulement des communistes 100 p. 100, mais encore des représentants de la nouvelle génération et il a fallu les accuser de s'être transformés pour devenir des éléments étrangers de classe. » Il convient de remarquer que, dans ce procès, les personnages de premier plan ne sont pas de vieux spécialistes, mais de jeunes travailleurs qui ont grandi dans des conditions toutes nouvelles, et dont l'apprentissage s'est fait à la nouvelle école de l'économie bolcheviste.

Le procès de Karabach est intéressant par le fait qu'il laisse voir la valeur réelle des statistiques et des comptes rendus d'après lesquels on dépeint de brillants tableaux de « succès » obtenus dans l'économie soviétique, afin de mieux impressionner l'Occident. Mais si l'on enlève le voile qui recouvre une partie de l'économie soviétique, le squelette apparaît, visible à tout chacun qui ne se laisse pas tromper.

Un chaos semblable, une confusion de même ordre peut être observée dans les mesures qui relèvent de l'économie rurale. Si tout récemment encore, les mesures les plus rigoureuses, pour lesquelles des sections politiques furent créées, étaient tenues de faire travailler les paysans des kolkhoz et leur faire livrer le fruit de leur rude labeur à l'Etat, de nos jours, tout comme au printemps dernier la veille des semailles, un nouveau

décret a été lancé. Cette nouvelle « faveur », ce décret porte la signature de MM. Molotov et Staline; il fait remise aux kolkhoz et aux exploitations individuelles des arrérages touchant aux livraisons de grains pour l'année 1933. En outre le recouvrement des avances de semences et d'approvisionnements reçus avant 1934 et au cours de 1934 est réparti de telle façon qu'un tiers des avances soit recouvré au cours de l'automne 1934 et l'autre partie au cours des automnes de 1935 et 1936. De toute évidence ces faveurs ont quelque importance pour les kolkhoziens, surtout si l'on a en vue le fait que, même après la belle récolte actuelle, la quantité de grains laissés aux paysans est très insignifiante. C'est peut-être cette circonstance, précisément, qui a suscité la faveur en question.

En outre, dans nombre de localités, le recouvrement des arrérages est chose pour ainsi dire impossible. Les hymnes en l'honneur du nouveau et gracieux manifeste ont produit une impression assez étrange : « Dans quel pays encore vient-on ainsi en aide aux paysans (?), s'écrie la *Pravda*. Dans aucun pays du monde, l'on ne s'est occupé jusqu'à ce jour des paysans, comme on le fait chez nous... Le pouvoir soviétique ne recule point devant les dépenses afin de venir en aide aux kolkhoz et aux kolkhoziens et soutenir ainsi l'économie rurale socialiste... »

Il est clair que toutes ces déclarations, destinées aux obscurs habitants, ne disent pas qu'après tous ces bienfaits, ces soins multiples, la situation des paysans au pays des bolcheviks est de beaucoup plus mauvaise que dans n'importe quel pays bourgeois. Dans quel « pays bour-

geois » pourrait-on voir de pareilles famines dans les campagnes? Dans quel pays ressent-on la nécessité de créer des institutions politiques spéciales dans le but de faire travailler les paysans, les obliger à labourer, à semer et à moissonner? Dans quel pays a-t-on besoin d'édicter des décrets pour forcer les paysans à semer de véritables semences?

Par un autre décret, publié en même temps que le décret de faveur, on apprend que le grand maître du paysanat kolkhozien, le commissaire du peuple à l'Agriculture de l'U. R. S. S., est accusé d'avoir commis une légère faute en envoyant un décret, entièrement irrégulier pour les kolkhoz et que le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central du parti sont obligés de signaler cette prescription et d'en suspendre les effets dans les plans de production et financiers des kolkhoz jusqu'à nouvel ordre. Dans quel pays « bourgeois » trouverait-on quelque chose de semblable? Dans quel pays, autre que l'U. R. S. S. verrait-on les autorités supérieures

du gouvernement obligées de mettre en garde l'économie publique contre l'application de directives du ministère de l'Agriculture? Si l'état de famine du nouveau système de « l'économie rurale socialiste », la suspension des directives du Commissariat de l'Agriculture démontre clairement la manière dont sont appliqués les plans d'Etat dans le domaine de l'économie rurale, ces plans dont s'enorgueillissent tant les bolcheviks et dont ils parlent comme d'un moyen remarquable contre le chaos bourgeois.

Or, le décret par lui-même montre que le commissariat de l'Agriculture donne une fausse orientation aux kolkhoz et qu'il apporte de la confusion dans leurs travaux.

C'est précisément cette « confusion », ce « chaos » qui constituent les soi-disant succès dans le domaine de l'économie soviétique.

Ibrahim TCHOULIK.



Transports de capitales

La presse européenne relate une nouvelle émanant de l'U. R. S. S. en vertu de laquelle le Gouvernement soviétique vient de décider le transfert de la capitale de l'Union de Moscou à Sverdlovsk, ancien Ekaterinbourg, dans la région de l'Oural. Les raisonnements officiels expliquent ce transfert à leur façon. Il paraît que Moscou a atteint déjà trois millions et demi d'habitants et que cette ville ne peut comporter l'agrandissement résultant du développement économique et politique de l'Union. Nous pensons autrement. Et notre raisonnement est plus clair et plus simple. La capitale des Soviets à Sverdlovskk serait moins vulnérable que Moscou en cas de guerre. Avec le développement de l'aviation moderne et de la locomotion, les véhicules rapides débouchant de trois côtés nord, ouest et sud, Moscou serait beaucoup plus exposée aux dangers et aux risques qu'elle l'était au temps de Napoléon I^{er}. Or Sverdlovsk, à ce point de vue, reste beaucoup plus en arrière, même si Moscou est menacée.

Cette mesure explique une fois de plus que les Soviets prennent leurs précautions en prévision de toute éventualité.

Tandis qu'ils agissent ainsi avec leur capitale, ils se comportent autrement avec la capitale de l'Ukraine soviétique, car, comme on le sait, ils ont décidé de transférer la capitale de l'Ukraine soviétique de Karkhov à Kiev, c'est-à-dire d'avancer la capitale ukrainienne vers l'ouest.

Cette décision, à première vue, semblera même étrange. Pourquoi ce transfert de la capitale à Kiev, ancien centre culturel et politique séculaire de l'Ukraine, tradition vivante, de l'indépendance, juste au moment où le nationalisme et les tendances séparatistes en Ukraine battent leur plein? Pourquoi ce geste imprévu, juste au moment où le problème ukrainien tourmente l'opinion publique? Escompte-t-on que ce geste attirera davantage l'attention du monde sur ce problème?...

Les Soviets expliquent ce geste pour des raisons économiques, étant donné que Kiev est le centre naturel de l'Ukraine, et qu'à ce point de vue, Kiev sera plus à même de gouverner l'Ukraine, de l'exploiter.

Cette nouvelle a provoqué de nombreux commentaires, tant dans la presse ukrainienne que dans la presse étrangère. On y évoqua toutes sortes de suggestions. Les uns disent que les Soviets se voient forcés de céder au mouvement nationaliste et que, pour ces raisons, ils veulent rendre à Kiev sa place traditionnelle dans la vie de l'Ukraine. Les autres disent que les Soviets, effrayés par le développement du mouvement ukrainien, ont constaté que le nationalisme a poussé trop de racines à Kharkov et c'est pourquoi ils veulent transférer la capitale avec toutes les institutions dépendantes à Kiev, changer, pour ainsi dire, de place et d'atmosphère.

Mais il nous semble, à nous, que la vérité se cache dans la politique même

des Soviets vis-à-vis de l'Ukraine.

Prenant en considération les dernières persécutions en Ukraine, on peut constater que les Soviets veulent « liquider » en Ukraine tout ce qui a trait à la civilisation, à la culture, à l'économie ukrainiennes, tout ce qui peut nourrir les tendances séparatistes. A la liste des institutions ukrainiennes scientifiques déjà liquidées, nous pouvons ajouter la liquidation de la direction des transports fluviaux, de la direction de régularisation des transports en général, du trust de l'industrie ukrainienne, de l'Union des Editions d'Etat, etc. (*Visti*, w 73, en date du 29-3-34.)

A signaler encore la « liquidation » de l'Institut scientifique, à la tête duquel se trouvait l'illustre savant ukrainien, l'académicien Bagaliy, la « liquidation » de l'institut des Etudes sur T. Chevtchenko, la « liquidation » de l'Institut des Recherches Médicales, etc.

Et la « liste noire » continue...

On voit planer sur l'Ukraine la main ensanglantée de Postychev qui ne cesse d'espérer qu'il réussira à mettre de l'ordre en Ukraine, toujours rebelle.

Or, si l'on se prend à analyser la question du transfert de la capitale de l'Ukraine de Karkov à Kiev du point de vue du « principe de liquidation », on verra bien la ligne ferme de la politique bolchéviste, à savoir : l'Ukraine soviétique n'est qu'une fiction ; après les dernières réformes, elle n'est plus qu'une province dirigée et gouvernée directement par Moscou. De la sorte le mot même de capitale de l'Ukraine, la valeur de cette notion a perdu sa raison d'être. L'Ukraine ayant définitivement perdu sous les Soviets toutes les apparences d'un Etat libre, a perdu également sa capitale qui n'est point à Kharkov ni à

Kiev, mais à Moscou. Or, au point de vue administratif du parti communiste, strictement unifié, le siège du chef-lieu de la province n'a aucune importance et comme Kiev est, de fait, plus au centre de l'Ukraine que Kharkiv, il est évident qu'on y va transférer l'état-major de l'occupation moscovite.

D'autre part, les Soviets se rappellent très bien qu'au temps des tsars, lorsque Kiev était le siège du gouverneur-général, cette ville, avec toutes ses institutions russes, avait l'aspect d'une forteresse, d'un centre de russification. C'était un îlot russe dans la mer ethnique ukrainienne. Et cela, d'autant plus que la ligne de liquidation de la politique soviétique amène à sa suite une politique de russification et la fin de l'ukrainisation prétendue des institutions soviétiques en Ukraine. Or, avec le régime nouveau de lutte féroce contre le nationalisme ukrainien, les Soviets iront s'installer à Kiev avec des institutions diminuées en nombre (car plusieurs centaines de services ukrainiens jadis indépendants, sont rattachés actuellement à la direction centrale à Moscou), et avec des contingents non-ukrainiens, car les fonctionnaires de Kharkov sont congédiés par milliers sous l'accusation de nationalisme et de séparatisme.

Reste encore un mobile : c'est la question de la stratégie intérieure, si l'on peut ainsi s'exprimer. Kharkiv, situé trop à l'est de l'Ukraine, tout près de la frontière de la Russie proprement dite, se trouve dans une région plus industrielle qu'agricole, c'est-à-dire dans une région où les ouvriers sont en nombre considérable par rapport au reste de la population, tandis que Kiev se trouve au milieu de régions presque exclusivement agricoles où la population pay-

sanne est, comme elle l'a toujours été du reste, hostile au bolchevisme et à ses méthodes. Or, à cause du système bureaucratique à l'excès des institutions soviétiques et de leurs défaillances dans le rendement, l'éloignement de Kharkiv des régions productrices avait pour résultat de jeter le désordre dans la direction de l'agriculture en Ukraine. C'est de là que provient la « raison économique » des Soviets en faveur du transfert de la capitale à Kiev.

Voilà donc les mobiles qui ont poussé le pouvoir soviétique à décider le transfert de leur résidence à Kiev. Naturellement la presse soviétique, comme d'habitude, croit que ce transfert sera une victoire sur le « nationalisme » ukrainien car, si à Kharkiv les Soviets ont combattu « victorieusement », selon leur presse, le séparatisme « pétlurien », c'est à Kiev qu'ils entendent l'achever.

Mais... nous étant servis jusqu'à présent des seuls raisonnements soviétiques, strictement officiels, qu'il nous soit permis de faire les quelques réflexions suivantes, car ce geste, offensif du point de vue bolchevik, comportera certains résultats qui leur seront défavorables.

En premier lieu, chacun sait que Kiev a été, au cours des siècles, la capitale de l'Ukraine, capitale non seulement politique et culturelle, mais aussi spirituelle. Au cours de l'histoire de l'Ukraine, Kiev fut maintes fois détruit par les envahisseurs, et la dévastation nouvelle que les Soviets projettent de réaliser par le fait d'y établir leur résidence officielle ne changera en rien l'importance spirituelle de Kiev ni pour l'Ukraine, ni pour les Ukrainiens.

Kiev a trop de traditions acquises au cours des siècles pour qu'on puisse les détruire par le fait de son occupation

et cela d'autant plus que ces traditions n'ont jamais disparu, qu'au contraire, au cours de l'occupation soviétique de l'Ukraine, elles se sont accrues d'une façon redoutable; Kiev a sa légende, puisqu'il est lui-même la légende vivante de l'Ukraine indépendante. Ainsi le transfert de la capitale de Kharkiv à Kiev au cours de la phase la plus aiguë peut-être de la lutte ukraino-moscovite, ne servira qu'à affermir l'importance traditionnelle de Kiev, ce Kiev qui a vu tant d'occupations, mais qui garde intact le souvenir de ces princes glorieux comme Voldémar le Saint, Yaroslav, le souvenir de ses hetmans illustres comme Bogdan Chmelnicki, Dorochenko, Mazepa, Kiev qui à l'époque moderne a été la capitale de l'Ukraine indépendante ayant à sa tête le héros national Simon Petlura.

Il est fort douteux que les Soviets atteignent le but qu'ils se proposent; il est plus que probable que le résultat sera inverse. Au lieu d'en finir avec le « séparatisme » ukrainien à Kiev, comme ils le pensent, ils le raffermiront, car pour eux il est plus facile de fusiller des êtres vivants que de lutter contre les fantômes de la gloire ukrainienne, contre les souvenirs vibrants du passé de l'Ukraine libre et indépendante.

D'autre part, la lutte de l'Ukraine contre les Soviets est entrée dans une période caractérisée par les bolcheviks eux-mêmes comme très dangereuse. Ils ont avoué maintes fois que la résistance de la population ukrainienne n'a pas diminué, mais qu'au contraire, si l'on en croit M. Postychay, elle grandit sans cesse. Si donc les bolcheviks ont leur « état-major » à Kiev au lieu de Kharkiv, la situation deviendra plus claire de part et d'autre, comme elle l'a été,

on s'en souvient, en 1919 et en 1920. Le séjour du « quartier général » (administratif, militaire et économique) des Soviets à Kiev prouve une fois de plus que les Soviets ne sont pas sûrs de leur situation en Ukraine. Et les Soviets savent mieux que quiconque que le chemin de Kiev à Kharkiv est plus court que celui de Kharkiv à Kiev, et nous savons aussi, mieux que tout autre, que les Soviets sont aussi habiles à s'installer qu'à se retirer.

Nous sommes sûrs qu'un avenir très proche nous apportera des résultats im-

portants au sujet du changement de leur capitale, et que ce changement ne sera pas au profit des Soviets; eux-mêmes en feront la démonstration. Pour le moment nous nous bornerons à citer un petit « fait divers » qui s'est produit le jour de Pâques à Kiev même. Des dépôts de munitions, assez considérables, ont sauté, causant une panique, bien justifiée parmi les bolcheviks. On pourrait croire que c'est de cette manière que Kiev souhaite la bienvenue aux satrapes de Staline en Ukraine.

Dmistro BOUG.

Le Caucase et ses voisins

Depuis quelque temps déjà une polémique de presse se poursuit entre patriotes azerbaïdjanais et une partie de la presse turque. Les raisons de cette polémique sont d'un grand intérêt aussi bien pour le Caucase que pour la Géorgie en particulier. Le lecteur n'est pas sans connaître quelques épisodes de cette polémique par les journaux, aussi nous garderons-nous de les exposer en détail; disons seulement que, ce que nous avons prévu, ce que nous avons craint est arrivé. En effet, l'un des journaux de Stamboul, *Birlik*, a ouvertement manifesté des tendances contre l'indépendance du Caucase et sa constitution en confédération. Ce n'est pas contre le pouvoir moscovite, oppresseur des peuples du Caucase ni contre la domination des Russes au Caucase que ce journal

s'est dressé, mais contre l'union de ces peuples, s'efforçant par tous les moyens de semer parmi eux la suspicion, la division, la décomposition. Dans les conditions où nous vivons, les moyens employés répondent au but et la cause russe au Caucase commence ainsi à faire son chemin.

Ledit journal écrit : « Nous ne faisons point d'objection à ce que l'Azerbaïdjan, le Turkestan ou autres régions obtiennent, à certaines conditions, leur indépendance, sous réserve, que lorsque le moment viendra, ils s'unissent à la Turquie pour former un Etat unique, l'Etat ture: »

Ainsi, *Birlik* et Cie autorisent l'Azerbaïdjan ou les Montagnards du Caucase à se rendre indépendants, à condition toutefois que d'eux-mêmes ils se placent

sous le joug ture. Ajoutons à cela que pour eux, la Géorgie n'a « aucune importance politique ou militaire ». Et le *Birlik*, attirant ainsi l'Azerbaïdjan et le Caucase du nord dans le sillon de la Turquie à laquelle il les unit, entraîne également la Géorgie en tant que pays du Caucase, privé de toute « importance ».

Dans cette polémique, nous voyons réapparaître l'ancienne rivalité turco-russe par rapport au Caucase. La lutte entre intérêts divergents reprend entre la Russie qui aspire à la possession des positions de commandement au Caucase et les efforts de la Turquie d'encercler la Géorgie par un anneau de fer. De nos jours, il n'est pas jusqu'à l'aveugle qui ne voit la manière dont cette discussion s'est terminée. En fin de compte, la Turquie a perdu les trois quarts de son territoire et les quatre cinquièmes de sa population ! Il est vraiment étonnant, après tout, que le *Birlik* reprenne ainsi cette politique. « Pour l'idiot, c'est encore peine perdue », dit un proverbe qui s'accommode parfaitement à la question traitée. Nous ne croyons pas que les hommes politiques tures partagent le point de vue de cette politique désuète du *Birlik*. Par contre nous savons que de nos jours, deux thèses, deux opinions s'affrontent en Turquie : l'une d'elles, essentiellement turque, travaille à la construction et à la consolidation de l'Etat dans ses limites actuelles, l'autre court après des chimères de plans gigantesques et rêve d'un grand Etat pantouranien.

Ces deux courants politiques, diamétralement opposés dans la Turquie actuelle suscitent un mouvement d'intérêt aussi bien parmi les voisins que parmi les peuples turks qui habitent sur le

territoire de l'Union soviétique. Autant le premier de ces courants est acceptable et désirable, autant le deuxième est nuisible et dangereux. Pour le premier, le Caucase est un Etat-tampon servant de défense et garantissant l'état de choses actuel, conséquemment il apparaît comme voisin et ami ; pour le deuxième, le Caucase est un morceau friand.

Il se dégage de ceci que, pour les peuples du Caucase, le premier de ces courants politiques est un ami, le second, un ennemi.

Nul n'ignore de nos jours que les peuples turks qui se trouvent dans les limites de l'Union soviétique, depuis le pays yakoute jusqu'au Deliora et avec eux tous les autres peuples opprimés de Russie luttent pour leur indépendance, mais il ne viendra à l'idée de personne qu'ils mènent cette lutte contre la Russie pour devenir ensuite les fidèles sujets des « *Birlik* », serait-ce même sous le drapeau du « grand Etat ture ». Bien au contraire, de tels langages, la propagande pantouraniste du *Birlik* et Cie ont donné des résultats opposés : sur ce terrain, des groupes se sont formés parmi les peuples turks et ces groupes déclarent qu'ils resteront dans le cadre de la Russie libérée où, selon eux, « 30 millions de Turks auront leur poids dans les affaires de l'Etat. » Nous sommes ici, de toute évidence, en présence d'une véritable réaction russe, déclenchée par l'action pantouranienne, également nuisible et dangereuse pour la liberté des peuples turks.

Et qui donc en retirera un avantage ? — Ce n'est pas la Turquie évidemment, mais nous ne saurions en dire autant du *Birlik* et de son entourage qui par leurs déclarations consolident la domination de Moscou sur les peuples asservis.

A ce point de vue, le *Birlik* s'irrite vainement lorsqu'il déclare que l'*Tstiklal* accuse ses collaborateurs de travailler au profit des bolcheviks. Le *Birlik* a pleinement mérité cette opinion et c'est bien sous cette accusation que ce journal entrera dans l'histoire des peuples asservis.

Mais ce n'est pas seulement la logique qui est défectueuse, mais encore la mémoire. Cet organe écrit en effet : « Nous sommes opposés à une confédération caucasienne, attendu que, selon nous, elle est nuisible à l'unité de culture des peuples turks. » Nous ne sommes pas surpris de voir le *Birlik* s'opposer à l'indépendance du Caucase, mais ce qui nous intéresse ce sont les raisons qu'il évoque, « l'unité de culture ».

Pour ces mêmes raisons, vraisemblablement, le *Birlik* est opposé à l'indépendance du Turkestan, attendu qu'il l'incorpore aussi dans l'Etat pantouranien.

Nous voudrions bien cependant poser une question au *Birlik* : Comment conçoit-il, et la Turquie après lui, le lien culturel avec les Turks qui habitent le territoire soviétique ? Peut-être est-ce du fait qu'aujourd'hui Moscou, son « ami cordial », lui donne la possibilité de porter sa culture en Azerbaïdjan, au Turkestan, parmi les Tatars de Kazan ou dans le pays yakoute, qu'il lui permet d'ouvrir des écoles, des bibliothèques, d'avoir une littérature et des relations culturelles?... Si le *Birlik* a obtenu toutes ces faveurs, il est permis de dire que l'existence d'une confédération caucasienne empêche « l'union culturelle », mais nous ne croyons pas que le *Birlik* puisse confirmer cela. Il pourrait citer des cas nombreux où Moscou a fait présent à la Turquie de fusils, de canons et

d'aéroplanes, mais par contre il n'en citerait pas un qui pourrait attester une « union culturelle » quelconque. Si le *Birlik* met en doute ce que nous avançons, il n'y a qu'à s'en rapporter à l'article de Nouredin bey, paru dans le N° du 27-28 octobre du *Herguionna* journal qui fait bien plus autorité que le *Birlik* et beaucoup mieux informé. L'auteur de cet article remarque non sans douleur que la « Russie tsariste autorisait l'entrée sur son territoire de nos publications, de nos journaux et de nos livres, alors que de nos jours cela est défendu ; entre deux branches d'une même nation un fossé profond a été creusé... Tout a été fait, non pour une union culturelle, mais pour une séparation, pour un démembrement culturels ». Il est donc clair que le « cordial ami » a coupé les fils de l'« union culturelle », qu'il a creusé un abîme entre deux « branches de l'arbre turk », faits que le *Birlik* passe sous silence, tandis qu'il s'élève contre le Caucase.

Est-ce là une incompréhension des faits ou les suites de l'activité bolcheviste?...

Bien mieux ; nous avons là sous nos yeux, un numéro du *Yach Turkestan* dans lequel on lit : Dans les limites de la Russie affamée, habitent 30 millions de musulmans dont 16 millions pour le seul Turkestan subissent en ce moment les effets de la faim et de la ruine. Mais a-t-on entendu en un point quelconque de la planète une voix de compassion à l'égard de ces 30 millions de musulmans. S'est-il trouvé un Etat, un seul Etat musulman qui ait pensé porter à la connaissance du monde la tragédie qui se joue parmi les frères musulmans de Russie?... A-t-on écrit une ligne dans

l'un desdits Etats musulmans relatant cette effroyable situation?... »

Ces quelques lignes, jointes à ce qui a été dit précédemment, montrent clairement d'où vient le vent. Le *Birlik* souffre moins de la situation des peuples turks et de l'union culturelle avec l'Azerbaïdjan que de la crainte de voir ces peuples recouvrer leur indépendance et affaiblir ainsi l'« ami » russe et la Russie. Celui qui accorde véritablement ses sympathies aux peuples opprimés ne songe pas à parler d'hostilité ou de menace, mais s'efforce plutôt d'aider moralement les peuples « frères » turks à se libérer des griffes de Moscou, ou tout au moins de soulager ses souffrances; comme le dit si bien le *Yach Turkestan*, il « penserait plutôt à porter à la connaissance du monde la tragédie qui se joue parmi ces peuples. »

Mais le *Birlik* va plus loin : il menace la Géorgie; il s'acharne contre la social-démocratie pour atteindre ainsi la Géorgie. C'est ainsi qu'il prête au journal *Brdzolis Khma* les déclarations suivantes : « Nous serons contre ceux qui voudraient faire tomber le pouvoir bolchevik par la force des armes. » En cela il voit l'intention qu'aurait la Géorgie de défendre par la suite les bolcheviks. Hâtons-nous d'ajouter que le *Brdzolis Khma* n'a jamais publié une phrase semblable et se peut-il, du reste, que le peuple géorgien s'oppose à la chute des bolcheviks, alors qu'en 1924, seul, sans le secours de personne, il a pris les armes contre l'immense Russie? Mais il y a une façon de distinguer les armes. Si quelqu'un espérait renverser les bolcheviks par la force des armes et tenir en même temps, comme auparavant, la Géorgie dans l'esclavage, qu'on ne nous fasse point de reproches si nous rencontrons

l'arme, à la main cette « arme nouvelle ». Est-ce à dire que nous défendons les bolcheviks? Seuls les ennemis du Caucase peuvent ne pas vouloir le comprendre. Mais c'est encore peu de chose à côté du désir qu'aurait le *Birlik* de semer la discorde entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Il déclare que l'Azerbaïdjan « s'est vendu à la Géorgie » et qu'ainsi il s'efforce de créer entre ces deux peuples voisins un état de tension et d'hostilité permanent. En cela il fait fausse route. *Birlik* oublie que l'alliance conclue entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan et les Montagnards est basée, non sur l'amour de leurs beaux yeux, mais sur les intérêts réels de ces peuples. Ils ont suffisamment éprouvé la domination turque aussi bien que l'oppression de la Russie et ils ont décidé d'être libres, maîtres de leur sort et non des esclaves. Cela évidemment est loin de plaire aux gens du Nord, aux Russes et à ceux du *Birlik*. Mais cela ne saurait en rien changer la ligne de conduite tracée par l'histoire et son destin.

Groupés autour du journal *Istiklal*, nous considérons nos amis azerbaïdjanais comme les défenseurs dévoués de cette orientation caucasienne qui doit rester immuable. Par cela même et d'accord avec le peuple géorgien et les Montagnards, ils défendent leur propre personnalité, leur foyer, leurs mœurs, et coutumes. Nous ne craignons point de voir tourner la roue de l'histoire, car les peuples de cette vieille terre qu'est le Caucase n'en sont pas à compter les Etats qui ont été broyés par cette roue. Nonobstant ces cataclysmes, le Caucase est resté debout, vivant et toujours en état de poursuivre sa lutte. Les beuglements du *Birlik* et les flèches empoisonnées qu'il lance et sur lesquelles est

gravé le mot d' « esclavage » ne sont point un obstacle à cette lutte.

De toute évidence, Moscou a trouvé des défenseurs dans certains journaux tures et ce qu'on ne peut faire sous un nom russe se fait sous un nom ture. C'est une manœuvre assez habile. Moscou n'ignore point la décision prise par la Géorgie de se libérer à tout prix. L'on sait aussi que la Géorgie n'acceptera jamais une domination imposée par le Sud, comme elle n'accepte aujourd'hui une domination imposée par le Nord. C'est pourquoi il fallait créer une menace venant du Sud pour jeter le trouble parmi les militants du Caucase, et c'est le *Birlık* qui a assumé ce rôle.

Nous sommes heureux de constater que le Caucase a rencontré ces déclara-

tions sans inquiétude voire même en leur opposant une résistance inattendue.

Les peuples du Caucase ne doivent pas ignorer que l'ennemi ne s'embarrasse pas des moyens d'action détournés, qu'il prendra toutes mesures pour nous affaiblir, nous diviser et pour nous mettre sous le joug à tour de rôle. Notre union est un gage de notre liberté. La désunion prépare l'esclavage. C'est pourquoi notre force, la pierre angulaire de notre activité, est d'être étroitement unis.

Nous avons le ferme espoir de voir ressusciter le Caucase et le jour de sa résurrection le peuple turk sera avec nous et quant au *Birlık*, il sera vraisemblablement avec Moscou, à Moscou même.

S. MENAGARI.

ARIF-KERIME

C'est le cœur plein de tristesse que nous apprenons la mort d'Arif-Kerim (Osman), homme politique connu de l'Idil-Oural. Sa mort sera non seulement profondément ressentie par le peuple tatar qui lutte pour son indépendance contre le bolchevisme, mais aussi par nous tous qui suivons la même vie que celle de notre regretté camarade et ami Arif-Kerim.

Arif-Kerim a consacré plus de 20 années de sa vie à cette œuvre patriotique de laquelle ne purent détourner les nombreuses années passées par lui dans les prisons russes. Son travail fut des plus profitables pour le mouvement libérateur tatar.

Les bolcheviks ayant occupé la république de l'Idil-Oural, Arif-Kerim trans-

porta son activité au Turkestan où il poursuivit sans répit la lutte contre ces derniers. Deux fois arrêté et deux fois condamné à mort, il réussit à se sauver et à gagner l'Europe où il collabora avec Ayaz Ishaki au journal *Yana Mill Yul*. Il y fut l'un des plus actifs travailleurs dans le domaine national-révolutionnaire.

La mort d'Arif-Kerim laisse un vide que l'on en saurait combler. Cette perte est aussi cruelle pour nous qui combattons pour la liberté de nos peuples que pour le peuple tatar. Le deuil du pays Idilo-Ouralien sera porté dans nos cœurs et devant le cercueil du révolutionnaire, de ce champion de la liberté des peuples, nous nous inclinons très respectueusement.

D^r MIR YACoub.

Revue de la presse

L'ACTIVITE DE TROTSKY

Le séjour de Trotsky dans les environs de Paris, à quelques kilomètres de la capitale, a fait sensation. Personne n'a connu son arrivée; il vivait là, inconnu, mais avec l'assentiment, bien entendu, du Gouvernement français. L'opinion publique ne pouvait ne pas réagir en l'occurrence.

A ce sujet, voici ce qu'écrivait le *Journal* :

« On est d'autant plus en droit de s'étonner qu'il jouissait de cette tolérance, qu'il n'est pas venu en France comme un proscrit, mais comme un agitateur. Le but de Trotsky, en séjournant sur notre territoire était, de nombreux documents le prouvent, de créer une nouvelle Internationale révolutionnaire, basée sur un bolchevisme léniniste, dont il était le chef. Bien qu'en contradiction apparente avec le dogme soviétique, il poursuit le même objectif : déclencher une révolution mondiale. Le journal russe qu'il publie à Paris, le *Bulletin de l'Opposition*, est un champ d'expériences nettement révolutionnaires, et il n'hésite pas à y faire figurer sa signature. »

Le correspondant d'un journal allemand bien informé, le *Deutsche Allgemeine Zeitung*, écrit ce qui suit d'Amsterdam :

« Huit jours environ avant Pâques, des conciliabules secrets ont

eu lieu ici entre les représentants de l'« Internationale Communiste » (*Komintern*, de Moscou) d'une part, et, d'autre part, des délégués des Socialistes français, anglais, belges et hollandais. Ces conciliabules avaient pour objet principal :

La fusion des communistes et des socialistes dans tous les pays où la situation apparaît « mûre » pour cela.

Au cours des négociations, le représentant moscovite du *Komintern* a approuvé la liaison établie entre la II^e et la III^e Internationales. Mais il y a mis une condition, c'est que la II^e Internationale se sépare des anciens socialistes russes modérés (groupe Kerenky) et du parti « Menchevik », et qu'elle se présente désormais avec des têtes toutes nouvelles.

Comme ces exigences de Moscou apparurent trop dures, surtout aux Français, les négociations furent suspendues. Mais elles doivent être reprises ici immédiatement après Pâques. Au demeurant, on se propose de choisir la Hollande, comme siège central du socialisme, ainsi que des négociations en vue de la fusion des mouvements communiste et socialiste. »

LE SERVICE DES PLAINTES

Avec une redoutable régularité, écrit le journal *Je suis partout*, le printemps

C'est en ces termes que, le 14 février dernier, un élégant jeune homme se présentait, avec assurance, et humilité, au bureau de presse du comité du parti pour le rayon « d'Octobre » (Lenin-grad). Le chef de bureau, le camarade Solovov, jette un coup d'œil sur les documents justificatifs que présente — en masse! — le candidat, et le nomme dardard rédacteur en chef d'un journal d'usine. Et voici notre Antikol introduit dans l'usine « Samoïlovo », l'une des plus importantes du rayon.

La secrétaire du comité du parti pour l'usine, la camarade Ivanova, le reçoit avec joie : le journal marche mal et elle accueille avec soulagement l'homme qui lui tombe du ciel. Dans son enthousiasme, elle oublie même d'inscrire ce messie dans l'effectif de « ses » communistes.

Le premier numéro du journal laissa tout le monde perplexe. D'abord par son étrange contenu, et puis parce que le rédacteur en chef, au lieu de signer « Antikol », a signé « Bor-Bal ». Pourquoi? Le camarade Solovov téléphone, exigeant que dorénavant Antikol signe Antikol.

Le lendemain, nouvelle surprise. Le journal ne paraît pas et, à la porte du bureau, les ouvriers lisent cette inscription laconique : « Antikol, rédacteur en chef, est allé au comité du rayon ». Sur le soir, Antikol reparait en courant, lance un rapide : « Adieu! je m'en vais », et, effectivement s'en va. Depuis, on ne l'a plus revu.

On se perd en conjectures sur l'identité véritable et sur les desseins de ce personnage.

LES REPARATIONS DE TRACTEURS

Le printemps ramène aussi l'inévitable campagne de presse sur les réparations de tracteurs en vue des prochains travaux agricoles. On sait que la motorisation des campagnes est la grande idée du régime et que les usines géantes, productrices de machines agricoles, sont le principal sujet d'orgueil des constructeurs du socialisme.

Malheureusement, les usagers manquent de conscience. Voici un « cas de trahison sociale » entre tous ceux que dénoncent les journaux.

A la station de machines et tracteurs de Ladyjen, 51 tracteurs devaient être remis en état après la campagne d'hiver. En date du 5 mars, seuls 40 tracteurs étaient portés comme « réparés ». Encore était-ce là un grossier mensonge, car la commission de contrôle, sur ces 40, n'en a accepté que... quatre! Quelles ont été les sanctions?

Le directeur de la station, Doukhonin, et le secrétaire du comité du parti, Neznaïkov, ont été tenus pour responsables. Le premier a été exclu du parti et condamné à dix-huit mois de travaux forcés. Mais cette peine, il l'accomplit — dans son ancienne fonction — en qualité de directeur de la station qu'il a déshonorée! Quant au second, il a été déplacé, mais avec avancement : il est passé du comité de rayon au comité régional du parti.

Y aurait-il une mafia au sein du Guépéou?

Chronique

La situation en Ukraine

On signale qu'en vertu d'un arrêté de la 17^e conférence des Soviets de Moscou, le contrôle de la production et des conditions du travail est retiré au gouvernement de Kharkov et confié désormais exclusivement au Comité Central du parti communiste de Moscou.

Le système de contrôle par l'Etat, ayant été reconnu comme bureaucratique, on espère par cette réforme améliorer la production en général. Cette réforme concerne surtout l'Ukraine à laquelle on reproche la non-exécution du plan aussi bien dans l'agriculture que dans toutes les branches de l'industrie.

En ce qui concerne la campagne des ensemencements, la situation est pire que ne l'avaient cru les Soviets. La cause en serait principalement dans le manque de grains — une grande quantité ayant été déjà confisquée par l'Etat en automne, tandis que dans d'autres endroits les grains ont été endommagés ou perdus. (*Visti* du 4 janvier 1934.)

Le manque de grains va donc entraîner en Ukraine la diminution de la superficie d'ensemencement pour l'année en cours, il aura comme suite inévitable une nouvelle vague de famine.

Un Comité de secours aux affamés est fondé à Londres

On vient de fonder un Comité de secours aux affamés de l'Ukraine et des autres républiques de l'Union Soviétique. Le Comité, dont le but est essentiellement philanthropique, vient de lancer son premier appel signé par les personnalités suivantes : lord Dickinson, député F. Johns, député Mme Eleanore Rathbown, le juge Cecil Chapman, le colonel Cecil L'Estrange Malone, le prof. Setton-Watson, Mrs Christie, etc.

L'attentat contre un train transportant des torpilles

Des bruits circulent ici sur un attentat qui eut lieu à Archala (station de chemin de fer d'Amour). Un train transportant des torpilles, à destination de Vladivostok, a été détruit par les cosaques d'Amour, insurgés contre les Soviets.

Au Caucase

D'Istamboul on annonce que des émeutes paysannes ont éclaté dans la région de Souram (Géorgie). Les villes de Tiflis et Koutaïs souffrent de la famine.

La Gérante : **A. Laizé.**

ES114E
1934

TYPOGRAPHIE
FRANCO-CAUCASIENNE
50, FAUBOURG DU TEMPLE
PARIS XI-